

**2014
So 14!**
le Calvados fait date



EXPOSITION ITINÉRANTE DE MARS À OCTOBRE 2014

SORTIR DE LA GUERRE

AUNAY-SUR-ODON
CAEN
CORMELLES-LE-ROYAL
ÉVRECY
FALAISE
ISIGNY-SUR-MER
LISIEUX
OUISTREHAM
PONT-L'ÉVÊQUE
THURY-HARCOURT
TILLY-SUR-SEULLES
TRÉVIÈRES
VILLERS-BOCAGE
VIRE

DE LA BATAILLE DE NORMANDIE
À LA RECONSTRUCTION

UNE RÉALISATION DES ARCHIVES DU CALVADOS



LA LIBÉRATION VILLE PAR VILLE



A Caen, les équipes de sauveteurs et les membres de la Croix-Rouge s'emploient à débayer. Juillet 1944
10Fi 316 - © Archives du Calvados, Droits réservés



Les habitants de Pont-l'Évêque fuient leur ville pour échapper aux bombes. 1944
10Fi 318 - © Archives du Calvados, Droits réservés



Rue Caponière, les Caennais libérés échangent avec des soldats canadiens. Juillet 1944
64Fi 46 - © Archives du Calvados, A. Thomas

SURVIVRE À LA BATAILLE

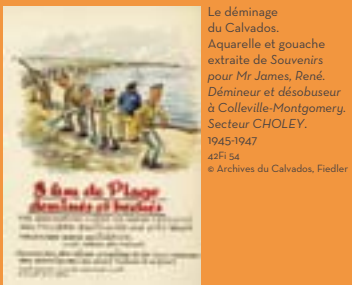
Si le Calvados a connu des bombardements aériens dès 1941, la fréquence des attaques aériennes augmente au fil du temps pour atteindre son paroxysme au moment du Débarquement.

Le département a payé le plus lourd tribut à la bataille de Normandie. On compte plus de 8 000 civils tués. L'âpreté des combats et leur durée, la combinaison des attaques aériennes et des attaques au sol et l'étendue du front expliquent l'importance du nombre des victimes.

Pris dans les combats durant plusieurs semaines, les Calvadosiens souffrent de la faim, de la peur, du manque d'hygiène. Ils supportent les évacuations d'urgence, la perte de leurs biens et surtout la disparition de proches. Le sort catastrophique des populations civiles alimente la propagande allemande qui cherche, sans y parvenir, à susciter l'hostilité des habitants vis-à-vis des troupes alliées.

Les familles fuient les bombardements et les tirs d'artillerie. L'évacuation jette sur les routes des milliers de gens vers les zones déjà libérées, vers la campagne. Les carrières de Fleury-sur-Orne, Mondeville, Colombelles ou encore Reviers, ainsi que les mines de May-sur-Orne, servent de refuge pendant plusieurs semaines. Le cantonnement s'organise dans des conditions de vie épouvantables. Ceux qui rentrent chez eux doivent commencer par enterrer les morts encore sous les décombres car on craint une épidémie de choléra.

Dans les villes en cendres, plusieurs organisations portent secours aux habitants : la Croix-Rouge, la Défense Passive, les Équipes d'Urgence composées presque exclusivement de jeunes, et le Secours National, organisme du gouvernement de Vichy remplacé en 1944 par l'Entraide française pour la Libération. Mais il est très difficile de mettre en place de véritables centres chirurgicaux sous les bombes qui continuent de tomber.



Travaux de nivellement dans la desserte de l'lot 24 à Lisieux. Janvier 1950
67Fi 1181 - © Société Historique de Lisieux, Droits réservés



La démolition de L'Ancienne Mutuelle à Caen. 18 juillet 1946
5Num 192614 - © Archives du Calvados, Archives Houdan

DÉBLAYER ET DÉMINER

La reconstruction nécessite de nombreux travaux préalables : le déminage, le dégagement des épaves, le déblaiement et le nivellement des rues. Plusieurs milliers d'ouvriers sont recrutés hors du territoire normand. On utilise jusqu'en octobre 1947 les prisonniers de guerre de l'Axe qui, pour le Calvados, étaient principalement affectés aux travaux de déminage.

À l'issue des combats, il y a environ 20 000 hectares minés et les trous de bombes représentent 5 500 000 mètres cubes à combler et à terrasser. Les catastrophes dues à des explosions de mines se multiplient. Les accidents se répètent au détriment d'artificiers ou de prisonniers allemands mais également de civils. Cette situation provoque la colère des populations. Des tribunes s'élèvent pour dénoncer le « scandale du déminage »¹.

Les travaux de déblaiement doivent permettre, dans un premier temps, le dégagement des voies de circulation. Dans un deuxième temps, ils servent à récupérer les matériaux nécessaires aux futurs travaux de construction. Les blocs de pierre s'accumulent ainsi aux quatre coins des villes détruites. Les moyens sont d'abord dérisoires : les ouvriers travaillent avec des pelles et des pioches. À partir d'avril 1945, le département est équipé de wagonnets sur rails qui permettent l'accélération des chantiers. Les grues et les pelleuses font également leur apparition.

Effacer les stigmates de la guerre suppose aussi la destruction des fortifications côtières. Mais lorsque le coût de cette destruction dépasse la valeur même des terrains, les projets sont abandonnés.

¹ Léonard Gille dans *Liberté de Normandie*, le 20 septembre 1945



Les ouvriers de Condé-sur-Noireau prennent la pose devant le pont qu'ils reconstruisent. Vers 1950
82Fi 450 - © Archives du Calvados, Robert Desaunay



Aménagement des canalisations d'égouts à Houlgate. Avril 1949
1542W 543/3 - Fonds des dommages de guerre du Calvados



Les ruines de la gare de Caen. [1944]
2Fi 329/2 - © Archives du Calvados, Droits réservés

RÉTABLIR LES INFRASTRUCTURES

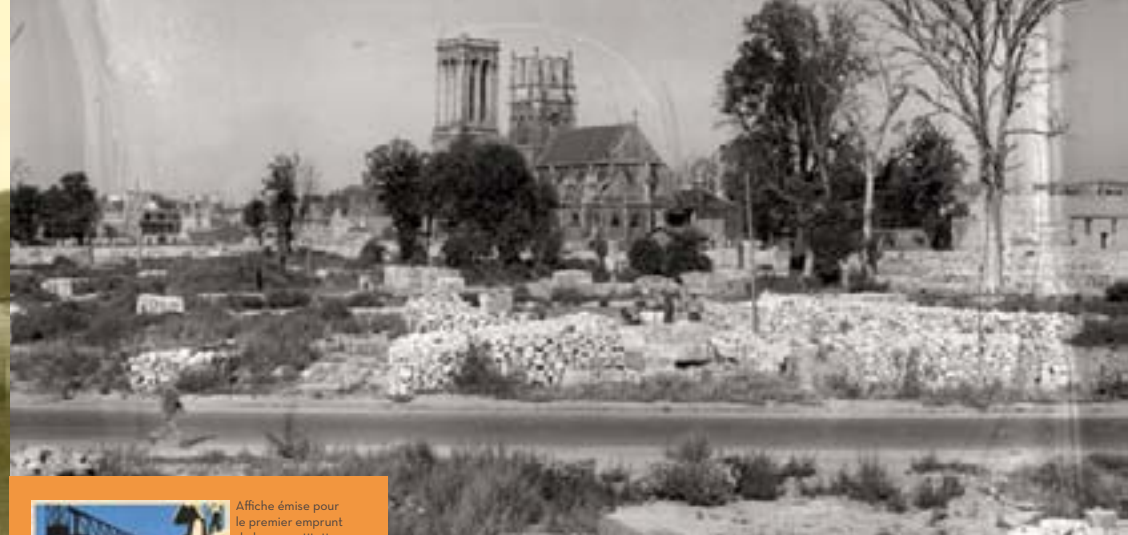
Le rétablissement des infrastructures constitue un préalable indispensable à la reprise économique et au bon déroulement de la vie quotidienne des Calvadosiens : il faut pouvoir se chauffer, s'éclairer, se déplacer, ... Or, le département est largement inaccessible : 235 ponts routiers ont été démolis, les voies de chemin de fer sont endommagées ou détruites, l'électricité et le réseau d'égouts ne fonctionnent plus.

La mine de Littry, inexploitée depuis 1889, est remise en état de marche depuis 1944. Jusqu'en 1949, 70 000 tonnes de minerai sont extraites. Mais elle est rapidement fermée faute de rendement. Les approvisionnements se font alors depuis les États-Unis, la Grande-Bretagne, la Pologne ou la Ruhr. Le port de Caen est remis en fonctionnement par les Anglais. Dès avril 1945, l'activité portuaire reprend timidement. Mais jusqu'à la fin de l'année 1947, les livraisons de charbon sont insuffisantes pour répondre aux besoins des industriels et des particuliers.

Le réseau électrique est remis progressivement en service entre 1945 et 1947. À lui seul, le Calvados se voit octroyer le quart des dommages de guerre attribués au titre de l'énergie électrique en France. En 1950, une génératrice de 32 mégawatts démontée à Mannheim (Allemagne) est installée à Caen en compensation des dommages de guerre.

La répartition de carburant par l'administration est très insuffisante. Même si les secteurs de la pêche, de l'industrie et de l'agriculture reçoivent des dotations régulières, la fourniture se fait souvent au marché noir. On manque de camions, de voitures, de bicyclettes et même de pneus.

Malgré ces pénuries, les travaux progressent. En 1947, 250 kilomètres de routes sont réparés. En février 1945 la ligne de bus Tribunaux/Demi-Lune est rétablie et les Courriers Normands ouvrent leurs lignes de transport en autocars. En juin 1946, la voie ferroviaire Caen/Flers est remise en fonctionnement.



REMETTRE L'ÉCONOMIE EN MARCHÉ

La reconstruction économique est urgente pour assurer un relèvement rapide du niveau de vie. Il faut d'abord nourrir les populations, leur redonner un travail, tout en modernisant et développant les industries. La tâche est colossale puisque 43 000 hectares de terres agricoles sont provisoirement inutilisables et 160 hectares de bâtiments industriels perdus.

Au sortir de la guerre, plus de la moitié des Calvadosiens vivent de l'agriculture. Une grande partie des cheptels a été décimée par la guerre. Le déminage des terres, pour leur remise en service, est une priorité. Il est achevé en 1948. Un arrêté du 25 octobre 1945 oriente la production agricole vers les besoins immédiats. En parallèle, des commissions de réorganisation des zones agricoles procèdent à un remembrement des terres dans la plaine de Caen. Cette même zone géographique est dotée d'une trentaine de tracteurs Mac Cormick-Farman qui permettent des techniques de production moderne, à haut rendement et mécanisée.

Dans le secteur industriel, l'ensemble du département n'est pas touché à la même échelle par les destructions : l'arrondissement de Bayeux est davantage épargné, celui de Lisieux a souffert mais certains domaines d'activité sont indemnes. En revanche, les arrondissements de Caen, Vire et Condé-sur-Noireau ont subi les plus gros dégâts. En dépit de ces situations inégales en terme de dommages, l'ensemble du secteur industriel peine à redémarrer son activité : les matières premières manquent, la main-d'œuvre a été disséminée par la guerre et par l'exode des populations. En outre, la production énergétique est erratique. Il faut attendre le milieu des années 1950 pour voir s'amorcer une reprise générale solide et durable. Symbole de l'industrie bas-normande, la Société Métallurgique de Normandie, détruite à 80%, est entièrement reconstruite en 1952. Le renouveau économique du Calvados se caractérise par l'implantation de nouvelles usines comme la sucrierie de Cagny, et, à partir des années 1960, Moulinex qui implante de nouveaux sites de production dans le département, notamment à Falaise, Caen et Cormelles-le-Royal.



Affiche émise pour le premier emprunt de la reconstitution du Calvados. 1947 25Fi 1 - © Archives du Calvados, Anonyme



La taille des pierres pour les futures habitations de Condé-sur-Noireau. 1945 82Fi 288 - © Archives du Calvados, Robert Desauvay



Travaux de reconstitution du pinacle de l'abside de l'église Saint-Jacques à Lisieux. Mai 1949 67Fi 247 - © Société historique de Lisieux, Droits réservés

LA RECONSTRUCTION EN ACTES

16 NOVEMBRE 1944

Le Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme est créé pour contrôler l'urbanisme, l'habitat et la construction et gérer les réparations des dommages de guerre commis aux biens. Il est relayé par des délégations départementales chargées de l'exécution des mesures provisoires. Elles instruisent et contrôlent les dossiers de dommages de guerre ainsi que les projets d'urbanisme et de reconstruction.

28 OCTOBRE 1946

Les dommages « certains, matériels et directs » ouvrent droit à la réparation intégrale. Cette indemnisation est financée par la collectivité suivant le principe d'égalité et de solidarité de tous les Français devant les charges de la guerre. Elle s'effectue selon un ordre de priorité et dans le cadre de programmes établis pour cinq ans.

16 JUIN 1948

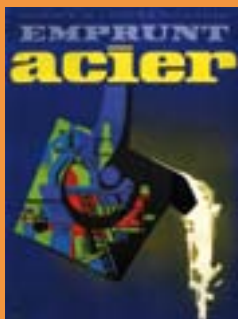
La formation d'associations syndicales de reconstruction, de droit public, et de coopératives de reconstruction, de droit privé, est autorisée et encadrée. Ces structures sont dissoutes dans les années 1960 lorsque la reconstruction est achevée.



Un four industriel endommagé par les bombardements. Années 1945-1950 88Fi 90 - © Archives du Calvados, Amiot



La laiterie Dupont d'Isigny reconstruite. Après 1949 1557W 4 - Fonds des dommages de guerre du Calvados



Affiche publicitaire du Groupement de l'Industrie Sidérurgique pour l'« Emprunt acier ». [1958] 25Fi 247/13 - © Archives du Calvados, Éric

DES VILLES À L'ÉTAT DE RUINES...

ET UNE ESTIMATION DES VICTIMES DIFFICILE À FAIRE

Caen

La rue Saint-Jean bordée de bâtiments en ruines.
Juillet 1944
5Fi 4/18 - © Archives du Calvados, Delassalle



Falaise

Les ruines du tribunal.
1944
10Fi 459
© Archives du Calvados, Droits réservés

Tilly-sur-Seulles

La route de Balleroy.
1944
Série FI
© Archives du Calvados, Droits réservés

Cormelles-le-Royal

Le château de la Guérinière après les bombardements de l'opération Totalize.
Août 1944
© Collection particulière



Pont-l'Évêque

L'église Saint-Michel.
1944
© Espace culturel Les Dominicaines



Ouistreham

Une villa détruite.
Juin 1944
© Collection particulière, M. Lesage



Isigny-sur-Mer

Les bâtiments de la laiterie.
1944
Fi 155/W 4
© Archives du Calvados
Fonds des dommages de guerre



Thury-Harcourt

Vue aérienne du bourg.
1944
© Collection particulière



Lisieux

L'actuelle rue au Char.
1944
10Fi 327
© Archives du Calvados,
Droits réservés



Aunay-sur-Odon

Seul le clocher reste visible.
Août 1944
10Fi 284
© Archives du Calvados, Droits réservés



Villers-Bocage

Vue générale du bourg.
1944-1945
18Fi 742/31
© Archives du Calvados, Delassalle



Évrecy

Vue générale du bourg et de la rue du Manoir.
Juin-juillet 1944
© Collection particulière



Trévières

L'hôtel de ville et la justice de paix.
Juin 1944
© Mairie de Trévières



Taux de destruction des villes

AUNAY-SUR-ODON : 74 %
CAEN : 75 %
CORMELLES-LE-ROYAL : 50 %
ÉVRECY : 85 %
FALAISE : 69 %

ISIGNY-SUR-MER : 40 %
LISIEUX : 75 %
OUISTREHAM : 59 %
PONT-L'ÉVÊQUE : 65 %
THURY-HARCOURT : 71 %

TILLY-SUR-SEULLES : 70 %
TRÉVIÈRES : 45 %
VILLERS-BOCAGE : 86 %
VIRE : 73 %

Nombre de civils décédés

AUNAY-SUR-ODON : 145
CAEN : 1741
CORMELLES-LE-ROYAL : 19
ÉVRECY : 62
FALAISE : 151

ISIGNY-SUR-MER : 30
LISIEUX : 781
OUISTREHAM : 97
PONT-L'ÉVÊQUE : 36
THURY-HARCOURT : 33

TILLY-SUR-SEULLES : 59
TRÉVIÈRES : 17
VILLERS-BOCAGE : 41
VIRE : 341



SE LOGER MALGRÉ TOUT

En attendant que les grands chantiers de la Reconstruction produisent leurs effets, les mesures prises par les pouvoirs publics dans les domaines de l'habitat répondent aux problèmes au coup par coup, sous l'emprise de l'urgence et de la nécessité immédiate. Trois mesures caractérisent ces politiques : la réparation des immeubles endommagés mais rapidement réparables, l'utilisation de toutes les possibilités du patrimoine existant et l'édification de constructions provisoires pour les sinistrés privés de leur logis.

Les sinistrés sont donc provisoirement relogés dans des baraquements d'origine américaine, britannique, canadienne, suédoise... De la Libération à la fin de l'année 1948, plus de 100 000 logements sont ainsi construits sous forme provisoire. Il s'agit le plus souvent d'habitations en bois livrées en kit avec un toit en carton bitumé. Il pouvait aussi y avoir des maisons en dur construites avec des moellons récupérés des maisons détruites ou « les suédoises », habitat jumelé de plain-pied, offertes au département en 1946 par le gouvernement et les industriels suédois. Les baraquements peuvent également servir de magasins, de bureaux, d'églises, ...

Les emplacements de ces logements sont choisis de manière à entraver le moins possible la bonne marche des travaux. Ils sont donc regroupés en cités établies loin des centres-villes. La promiscuité des logements, leur inadaptation au climat normand, le manque d'entretien et l'absence de voirie induisent souvent des conditions de vie particulièrement précaires.

Ces habitations ont désormais presque toutes disparu de notre paysage départemental. Seuls quelques baraquements et les quatre cents maisons suédoises ont bien résisté au temps et témoignent encore aujourd'hui de l'aide internationale apportée aux sinistrés du Calvados.

Une famille devant son logement provisoire.
Années 1945-1952
88Fi 6
© Archives du Calvados, Amiot



REVENIR

En 1945, la fin de la guerre permet le retour des soldats faits prisonniers lors de la défaite de 1940, des requis du Service du Travail Obligatoire et des survivants du système concentrationnaire nazi.

Durant la Seconde Guerre mondiale, 10 000 Calvadosiens environ sont retenus en Allemagne comme prisonniers de guerre. Depuis juin 1944, l'impatience gagne du terrain, d'autant qu'il devient difficile d'avoir des nouvelles. La progression du front allié a totalement désorganisé les relations entre les prisonniers et leurs proches. Les colis ne passent plus et les courriers deviennent rares, voire inexistantes. L'association Famille de Prisonniers devient en 1945 Famille de l'Absent. Quant aux déportés, l'inquiétude s'accroît à leur sujet lorsqu'est découvert en janvier 1945 le camp d'Auschwitz. À partir de mars, et surtout de mai 1945, les premiers retours s'effectuent enfin. Ceux qui reviennent découvrent leur ville détruite. Ils retrouvent leur famille qui a souvent tout perdu dans les bombardements et qui peine à se nourrir. En outre, après une si longue absence, les retours ne se font pas sans heurt. Il leur faut redécouvrir leurs proches qui n'ont pas vécu la même guerre qu'eux, des enfants qui ont grandi ; ils doivent aussi retrouver un travail. Des réseaux de solidarité, comme les Maisons du Prisonnier et du Déporté, se mettent en place pour les aider à se réintégrer.



La Journée du souvenir des déportés du travail de Normandie : le cortège à son arrivée à l'hôtel de ville de Lisieux.
22 juin 1947
67Fi - © Société historique de Lisieux. Droits réservés



Carton d'invitation réalisé par les élèves de l'école de Frénoville pour une fête en l'honneur des prisonniers.
10 juin 1945
M 11825

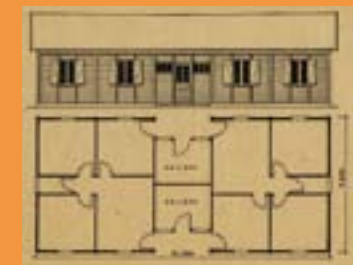
Arrivée en gare de Lisieux de Marius Lanier, curé du Pré-d'Auge, résistant, déporté à Dachau.
1^{er} juin 1945
2Fi 365 - © Archives du Calvados, Droits réservés



La rue Saint-Pierre à Caen avec ses boutiques.
4 octobre 1947
5Num 19/2772 - © Archives du Calvados, Archives Houdan



Les baraquements américains rue du Chemin-Vert à Caen.
Années 1950
64 Fi 35 - © Archives du Calvados, Droits réservés M 14077



Dépliant du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme présentant le plan de montage d'un baraque à usage d'habitation double.
Vers 1945
M 14077



VIVRE AU QUOTIDIEN

Une fois le territoire libéré, il faut recommencer à vivre dans les villes dévastées. L'hiver 1944-1945 est particulièrement rigoureux et, jusqu'en 1947, la principale préoccupation des populations est de survivre.

Les conditions d'hygiène sont déplorables. Les habitants sont démunis de tout, depuis les matériaux de construction jusqu'au linge de corps. Les tickets de rationnement qui perdurent jusqu'en 1949 sont indispensables pour se procurer le nécessaire vital : nourriture (beurre, lait), savon, ... Or, le ravitaillement n'assure pas une fourniture suffisante en pain ou en lait.

Dans leur désarroi, les habitants du Calvados peuvent néanmoins compter sur la solidarité nationale : collectivités locales et particuliers fournissent, par parrainage, du matériel aux habitants sinistrés. Parmi les initiatives, on peut citer celles des villes de La Flèche pour aider Thury-Harcourt, de Brioude pour Villers-Bocage, ou encore l'appel lancé par la Maison de la Radio en faveur de la commune d'Épron. Les pays alliés (États-Unis, Canada,...) ou neutres (Suède) apportent également les équipements de première nécessité.

Une boulangerie au milieu des ruines de Caen.
11 novembre 1944
5Num 19/2498
© Archives du Calvados, Archives Houdan



Le premier match de football international de la France libérée : une confrontation amicale entre le club de Courseulles et les soldats britanniques du Régiment Royal Engineers.
14 juillet 1944
© Collection particulière



Couverture du programme du 3^e festival dramatique de Normandie.
1953
LJ 138/1



Défilé des universitaires rue Saint-Pierre pour l'inauguration de l'université de Caen.
1-2 juin 1957
1927JP 13/21 Fonds des Établissements D. Delaunay et ses fils
© Archives du Calvados, Gaston Delaunay

VERS DES JOURS MEILLEURS

Malgré les désastres de la guerre et les conditions de vie catastrophiques des Calvadosiens, la vie reprend naturellement le dessus.



Des enfants de Cheux devant leur école.
Juin-juillet 1944
5Fi 10/2 - © Archives du Calvados, Delassalle

Les écoliers reprennent le chemin de l'école et les lycéens passent leur baccalauréat. En 1957, l'Université est reconstruite. On se divertit à la mer, au théâtre, ... Et bien sûr on se marie.



Devant l'ancienne place Thiers en ruine, un mariage est célébré à la cathédrale Saint-Pierre de Lisieux.
Août 1945
67Fi 242 - © Société historique de Lisieux, Droits réservés



Tickets de rationnement en pain.
Juin 1945
© Collection particulière



Distribution de repas par l'Aide Française.
Hiver 1944-1945
5Fi 7/5 - © Archives du Calvados, Delassalle



Les sinistrés de Lisieux réclament la réparation intégrale selon le jeu de la solidarité nationale.
27 septembre 1946
67Fi 550 © Société historique de Lisieux, Droits réservés



Visite de la Reine-Mère Elizabeth à Arromanches.
6 mai 1967
Série FI - © Archives du Calvados, Droits réservés



Caen célèbre la victoire au lendemain de la capitulation de l'Allemagne.
9 mai 1945
92FI 747 - © Archives du Calvados, Droits réservés



Yvonne Guégan lors de l'installation du Mémorial de Ouistreham.
1984
58J - © Archives du Calvados Fonds Yvonne Guégan

COMMÉMORER

Soixante-dix ans se sont écoulés depuis la bataille de Normandie. Pourtant, le souvenir de ces événements est encore vif pour les personnes qui les ont vécus et qui, à l'époque, étaient des jeunes gens ou des enfants, ainsi que pour les générations suivantes qui ont reçu les témoignages de leurs parents ou de leurs grands-parents.

Cette mémoire s'inscrit dans la vie quotidienne des Calvadosiens. Sur le littoral des vestiges militaires attestent de la réalité des combats. Dans les villes, les stèles, les noms de rue rappellent à tous le passage des troupes alliées et les principales dates de la Libération.

Dès 1945, Raymond Triboulet, premier Sous-Préfet de la France libérée à Bayeux, fonde le Comité du Débarquement. Le 6 juin de la même année, la première commémoration du Débarquement est organisée.

Des monuments sont érigés en l'honneur des troupes alliées tombées en Normandie pour libérer l'Europe de la barbarie nazie. Les soldats de toutes les nationalités, morts loin de leur patrie d'origine, sont regroupés dans les cimetières militaires.

Le sort des victimes civiles, longtemps moins abordé, n'est plus oublié. Les populations ont payé un lourd tribut et la dureté de la vie quotidienne d'après-guerre dans les communes détruites a fortement marqué la conscience des habitants. Le souvenir des disparus a longtemps relevé du deuil familial et donc de la sphère privée ; il est désormais intégré aux discours officiels.

Le Calvados a accompagné cette mémoire du Débarquement et de la bataille de Normandie. Plusieurs sites emblématiques et musées permettent à des milliers de personnes, françaises et étrangères, de mieux comprendre cette Histoire qui contribue à forger notre conscience citoyenne.

Un des premiers panneaux commémoratifs installé à Graye-sur-Mer, Juno Beach.
Avant 1950
11FI 11/24 - © Archives du Calvados, Droits réservés



L'église d'Aunay-sur-Odon.
Années 1948
2228W 22/455 - © Archives du Calvados



La rue de Condé à Thury-Harcourt.
Années 1970
Série FI - © Archives du Calvados, Droits réservés



Vue aérienne de Vire.
Années 1960
2FI 384/4 - © Archives du Calvados, Henard

ET MAINTENANT..

Les destructions consécutives aux opérations militaires de l'été 1944 ont provoqué un profond remaniement du paysage architectural, dans le Calvados, bien sûr, mais également sur une large partie du territoire normand. Ces chantiers constituèrent, pour les architectes et les urbanistes qui en avaient la charge, des terrains d'expérimentations inédits. Il s'agissait alors de renouveler l'expression de l'architecture et du décor, façonnés par des siècles de répétitions formelles et d'ajouts successifs.

Le discours sur le passé, le recours aux pierres locales et à certaines formes traditionnelles, et surtout l'amélioration des conditions de logement ont facilité une appropriation rapide de ce nouveau paysage par ses habitants. De plus, les Trente Glorieuses ont amené dans ces villes de nouvelles populations venues des campagnes ou d'autres pays. Dès lors, la nostalgie de la ville d'avant-guerre n'a pas été entretenue.

La Reconstruction s'impose aujourd'hui comme un élément caractéristique du paysage départemental et témoigne de la vitalité de la société d'après-guerre. Elle a indéniablement ouvert la brèche à une dynamique de renouveau et d'audace en matière d'urbanisme qui s'est prolongée sur le plan culturel.

Pourtant, pendant longtemps, les villes de la Reconstruction n'ont pas bénéficié d'un regard particulièrement bienveillant du point de vue patrimonial. Partant de l'idée reçue que, puisque les destructions avaient rasé les édifices anciens, il n'y avait « plus rien à voir ». Puis, l'intérêt s'est d'abord concentré sur les églises, plus facilement identifiables comme éléments du patrimoine. Aujourd'hui, ces architectures, dans leur ensemble, commencent à susciter l'intérêt du public et des chercheurs. Ce changement s'est amplifié en 2005 avec le classement au Patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO du Havre, l'œuvre d'Auguste Perret.

La rue Pasteur de Villers-Bocage.
Années 1960
18FI 742/56
© Archives du Calvados, Droits réservés



Exposition réalisée par les Archives départementales du Calvados à l'occasion du 70^e anniversaire du Débarquement et de la bataille de Normandie et dans le cadre de l'opération du Conseil Général « 2014, So14! Le Calvados fait date ».

En collaboration avec le Rond-point numérique, la Direction de la Communication, la Direction du Développement économique, et le service du Patrimoine du Conseil Général du Calvados.

Commissariat : Hélène BONNAMY avec l'aide du pôle Nouveaux usages, nouveaux publics.

Conception graphique : Frédérick TURGIS, Com&Graph (Hérouville-Saint-Clair).

Les Archives départementales remercient très sincèrement tous ceux qui ont permis, par leur appui, leur collaboration et leur travail, la réalisation de cette exposition :

Les partenaires de l'exposition itinérante

l'Office de Tourisme et la Mairie de Ouistreham, l'Office de Tourisme du Bocage Normand, la Médiathèque d'Aunay-sur-Odon, la Bibliothèque municipale de Cormelles-le-Royal, la Mairie d'Isigny-sur-Mer, la Médiathèque de Lisieux, la Mairie d'Évrecy, la Mairie de Tilly-sur-Seulles et le Musée de la Bataille de Tilly, la Médiathèque de Vire, la Médiathèque de Villers-Bocage, la Mairie de Trévières, la Mairie de Thury-Harcourt, l'Espace culturel les Dominicaines de Pont-l'Évêque, la Médiathèque de Falaise.

Les personnes qui ont consenti volontiers au prêt d'archives et ont apporté leur témoignage sur cette période

Madeleine AUSSANT, Jean-Jacques DEDOUIT, Jeanine DROUET, Jean-Pierre FERRANDEZ, Philippe ZGORSKI, la Mairie de Cormelles-le-Royal (Guylaine LOPEZ), Jeanne WAJDA.

Sauf mention contraire, les documents présentés sont conservés aux Archives du Calvados en original ou sous forme de reproduction numérique.

Les Archives remercient l'ensemble des déposants et donateurs sans qui une telle exposition ne pourrait être possible.

Droits d'auteur :

Roger Chapelet, « *Exposition sur le port d'Arromanches en 1945 au musée des travaux publics de Paris* », © ADAGP, Paris 2014.

Albert Brenet, « *Plages du débarquement pour la SNCF* », © ADAGP, Paris 2014.

Sous réserve des éventuels ayants droit que la Direction des Archives du Calvados n'a pas pu contacter.



Conseil Général



Calvados

www.calvados.fr